

Cadre de cohérence technique du ministère de l'intérieur

Présentation générale

Table des matières

Versions du document	1.1
Pourquoi un CCT - Une finalité et des leviers	1.2
CCT – Son positionnement	1.3
CCT – Son périmètre	1.4
CCT – Sa composition	1.5
CCT – Pour qui ?	1.6
CCT - Sa gouvernance	1.7
CCT – Conformité	1.8

Versions du document

Version du CCT	Date de modification du document	Auteurs
3.0	Mars 2019	JC Bastoul
3.0.4	Juillet 2020	JC Bastoul

Présentation générale du Cadre de Cohérence Technique

1 – Pourquoi un CCT - Une finalité et des leviers

Le Cadre de Cohérence Technique (CCT) a pour objectif la maîtrise du système d'information, la réduction des coûts et la capitalisation sur les compétences. Il concourt à fournir à l'utilisateur – qu'il soit citoyen/usager, agent, entreprise ou association - un service numérique de qualité. Cet objectif de qualité doit s'entendre dans toutes ses composantes :

- en terme de **qualité logicielle** : un service simple et compréhensible, répondant au besoin, accessible à tous, sécurisé, et préservant les données personnelles
- en terme de **délai et d'évolutivité** : le bon service au bon moment
- en terme de **coût** : même si en général le service est gratuit, c'est bien l'argent du contribuable qui est mobilisé pour le produire, le maintenir et le faire évoluer

Pour atteindre ces objectifs fondamentaux, les leviers sont multiples.

- assurer une bonne interopérabilité grâce au respect des normes et standards, de préférences ouverts
- inscrire les solutions dans le SI de l'État, et plus précisément dans la démarche de l'État plate-forme. En d'autres termes, proscrire les solutions fermées et en silos, que ceux-ci soient ministériels ou interministériels
- privilégier la modularité dans le but de faciliter la mutualisation et la réutilisation des composants du SI - sur une base ministérielle comme interministérielle
- garantir la réversibilité des projets
- fédérer les acteurs SIC autour de la stratégie ministérielle et celle du SI de l'État
- garantir la maîtrise des solutions utilisées par le ministère - en conservant ou en améliorant les compétences internes
- donner une préférence au logiciel libre qui offre une meilleure maîtrise des solutions déployées, en terme de coût, en terme de sécurité, en terme de maîtrise des compétences.

2 – CCT – Son positionnement

Le CCT est un référentiel mis à disposition des agents du ministère pour les aider à concevoir, construire et maintenir des services numérique de qualité. Mais il n'est pas le seul : il s'appuie sur d'autres référentiels ministériels, interministériels ou européens dont certains s'imposent de part leur valeur légale (notamment les règlements européens, et les référentiels généraux).

Le CCT référence ainsi

Des règlements européens, qui ont valeur d'obligation légale :

- **eIDAS** (règlement européen n° 910/2014/UE sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur). Pour aller plus loin : [eIDAS par l'ANSSI](#)
- **RGPD** (Règlement Général pour la Protection des Données) avec le complément que constitue la [directive \(UE\) 2016/680](#) "Police/Justice", transposée dans le chapitre XIII de la loi 78-17 pour l'informatique et les libertés.

Des référentiels nationaux, dont certains ont une valeur d'obligation légale :

- **RGS** (Référentiel Général de Sécurité) en association avec le règlement européen eIDAS).
- **RGI** (Référentiel Général d'Interopérabilité).
- **RGAA** (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations)
- **R2GA** (Référentiel Général de Gestion des Archives sur le portail national des archives) - [Version pdf](#)
- [La charte internet de l'État](#).
- **Le SILL** (socle interministériel des logiciels libres) de part sa fonction de source pour le référentiel de produits du CCT ministériel. Depuis 2020, le SILL possède aussi une version en ligne : <https://sill.etalab.gouv.fr/fr/software>
- **Les 10 principes d'une démarche exemplaire**, recueil synthétique de bonnes pratiques sur lequel se fonde une possibilité de [labellisation CERFA](#) des démarches en ligne, mise en place par la DINSIC
- **La politique de contribution aux logiciels libres de l'État**. Cette politique s'inscrit dans le cadre de la loi pour une république

numérique qui rend les codes sources communicables et réutilisables, du fait qu'ils doivent être désormais considérés comme des documents administratifs. [Autre site descriptif DINSIC](#)

- Le [Cadre Commun d'Urbanisation \(CCU\)](#)

3 – CCT – Son périmètre

Le CCT s'intéresse à 5 domaines principaux, ou piliers :

1. l'**utilisateur**, – qu'il soit citoyen/usager, agent, entreprise, association – Ce domaine primordial adresse différents thèmes comme son identification / authentification / autorisation, l'environnement numérique de travail de l'agent (ETNA)¹, les chaînes de soutien, la qualité et l'accessibilité du service rendu
2. les **données et les API**, patrimoine du SI de l'État et socle sur lequel se fonde le service rendu à l'utilisateur
3. la **sécurité** du service et la protection des données personnelles
4. la **fabrique de code** qui traite du "build" au travers des processus d'intégration et de déploiement continu
5. l'**hébergement** qui traite du "run" et des problématiques d'hébergement et d'exploitation
6. les **services transverses** : services de confiance, gestion électronique de courrier, ..etc.

Dans ces domaines préférentiels,

- il édicte **des règles et des recommandations**,
- et il référence **les composants et offres services** portés par les différents acteurs SIC ministériels ou interministériels. Au delà d'un référentiel de cadrage, le CCT se veut un outil de mise en relation entre les producteurs et consommateurs de ces composants et services.

Au delà de ces 5 piliers majeurs, le CCT produit un référentiel de composants, libres ou éditeurs, dont certains sont préconisés à l'échelon ministériel et d'autres à l'échelon d'un acteur SIC.

Remarque : les DSI gardent leur autonomie sur

- les méthodes projet,
- la gestion des développements locaux,
- les environnements de développement
- les piles ou assemblages de composants, dans le sens où ceux-ci sont considérés comme partie intégrante des offres de service d'hébergement

4 – CCT – Sa composition

Le CCT est constitué de plusieurs sections

Les **documents généraux**

- Présentation générale

Les **guides opérationnels** qui sont le cœur du CCT et qui ont les caractéristiques suivantes :

- ils sont opérationnels – ils édictent des règles et recommandations dans chaque fiche thématique plutôt que dans un recueil séparé – ils renvoient vers des offres de services au sens large (services opérés, API, composants mutualisés exposés et maintenus par les acteurs), leurs porteurs et les contacts autorisés – ils facilitent les échanges entre acteurs – ils sont mis à jour de façon collaborative

Les principaux guides sont

- Guide d'intégration
- Guide pour l'utilisation du CCT dans la passation de marchés publics
- Guide d'architecture
- Autres guides à ajouter selon les besoins

Les principaux **référentiels et annexes**

- Référence aux catalogues de données métier et catalogues d'API
- Référentiel de produits
- Référentiel d'identifiants uniques (OID, BIN / IIN, RID)

Remarque : certains documents du CCT sont joignables aux appels d'offre. Le CCT ne s'impose pas juridiquement, mais au travers de son clausier, certains de ses critères peuvent être pris en compte dans la notation des offres et le choix de leur soumissionnaire.

5 – CCT – Pour qui ?

Le CCT s'applique à l'ensemble des acteurs du ministère impliqués dans son offre numérique, qu'ils soient internes ou externes.

- les exploitants / hébergeurs : pour leurs exigences d'exploitabilité
- les développeurs - qu'ils œuvrent dans les DSI ou dans les directions métier, au sein du ministère ou avec des prestataires externes. Le CCT les aide à intégrer leur produit dans l'écosystème ministériel et inter-ministériel (description des interfaces).
- les architectes et intégrateurs. Le CCT les aide à s'orienter vers des architectures à la fois maîtrisées par le ministère et les plus appropriées au devenir du SI de l'État
- les services accompagnant les passations de marché (au travers des clausiers et de la notation des offres proposés dans le guide mentionné plus haut)

Pour tous ces acteurs, le CCT se veut, plus qu'un cadre normatif contraignant, un outil réellement utile dans l'exercice de leurs différentes fonctions. Il est aussi une plate-forme de discussion et mise en relation avec les communautés de compétences du ministère et d'exposition des offres de service des différents acteurs SIC.

6 – Gouvernance

La gouvernance du CCT s'appuie sur un comité, le **comité d'architecture**. Initialement animé par la MGMSIC, celui-ci est maintenant sous la responsabilité de la DNUM. Le comité est collégial, constitué de référents mandatés par les principales sous directions de la DNUM ainsi que des autres acteurs SIC du ministère : ST(SI)², PP, agences. Chaque référent titulaire peut être backupé par un suppléant. Les décisions sont prises à la majorité des voix des référents présents (titulaire ou suppléant).

Au titre de son activité CCT, le comité d'architecture se réunit au moins deux fois par an pour valider la publication des mises à jour semestrielles du CCT. En dehors de ces deux réunions annuelles, le comité a toute latitude pour organiser les travaux sous forme de groupes de travail ad-hoc. Ces groupes de travail peuvent intégrer des participants n'appartenant au comité. La liste des représentants des différents acteurs SIC du ministère de l'intérieur, ainsi que la liste des contributeurs au CCT mandatés par le comité, sont disponibles sur l'[espace CCT ministériel](#).

Contribution du comité d'architecture au CCT : rôle du référent ministériel

Affecté au BATN (Bureau Appui à la Transformation Numérique) de la DNUM/SDIT (Sous Direction à l'Innovation et Transformation Numérique), il est chargé :

- du pilotage du cadre de cohérence technique ministériel, de la gestion et de l'animation des groupes de travail et des contributeurs, de la préparation des réunions du comité CCT ;
- de l'outillage de la méthode, du processus de contrôle de l'application du CCT et de la production des livrables ;
- du suivi et de la prise en compte des normes et standards ;
- de la veille technologique sur les composants et produits référencés au CCT.

Contribution du comité d'architecture au CCT : les référents des acteurs SIC

Dans le périmètre de leur entité de rattachement, ils sont chargés :

- de l'animation des groupes de travail internes, le cas échéant ;
- du recueil des demandes d'évolution et de la préparation des dossiers présentés en comité ministériel ;
- du contrôle de l'application du CCT ;
- de l'information au sein de leur entité, et tout particulièrement de la sensibilisation des chefs de projets.

7 – CCT – Conformité

La conformité des projets au CCT doit être vérifiée au lancement, à la conception et à la mise en production. Dans le cadre des projets sous-traités, les vérifications supplémentaires seront réalisées :

- au lancement de l'appel d'offre
- au dépouillement (grille de conformité et notation)